

LA VOIX des Communistes

N°9
2 euros 2013

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES
Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

EXPLOITATION ACCRUE DES TRAVAILLEURS

ATTAQUES CONTRE LES RETRAITES

PRECARISATION ACCRUE

BLOCAGE DES SALAIRES

HAUSSE DES PRIX: GAZ, ELECTRICITE

AUGMENTATION DES TAXES ET DES IMPÔTS

**LA DROITE EN REVAIT,
LA GAUCHE LE FAIT**

Mobilisons nous contre les attaques du capital
et contre l'Etat à son service !



SOMMAIRE

EDITORIAL	1
NOUVELLE REFORME DES RETRAITES	5
ENTRETIEN AVEC UN OUVRIER DE PSA	6
SUR LE MOT D'ORDRE DE NATIONALISATION	10
PAS D'ISSUE SOCIALE ET PACIFIQUE A LA CRISE	12
"COMPETITIVITE" ET "COUT DU TRAVAIL"	17
LA CONSTRUCTION DU PARTI DU PROLETARIAT	20
GEORGES SE BAT ! NOUS NOUS BATTONS AVEC LUI !	24
TURQUIE : LE PEUPLE SE DRESSE CONTRE LA DICTATURE FASCISTE D'ERDOGAN	25
"SYRIE: LES IMPERIALISTES OCCIDENTAUX, LEURS SUPPLETIFS DJIHADISTES ARABES ET L'ETAT SIONISTE TENUS EN ECHEC	27

TIRER LES LECONS DE L'EXPERIENCE, COMPRENDRE LES CAUSES DES ECHECS : DEUX CONDITIONS POUR TRACER LA VOIE DES VICTOIRES A VENIR

Plus d'un an après les élections qui ont porté François Hollande et le Parti Socialiste à la tête du gouvernement, la classe ouvrière et l'ensemble des couches populaires font l'amer constat que rien n'a changé. Comme ils l'ont toujours fait tout au long du vingtième siècle, les socialistes ont encore menti aux travailleurs en 2012. Ils ont semé des espoirs pour être élus, et une fois élus, ils ont poursuivi les politiques menées avant eux par la droite, révélant la nature bourgeoise de ce parti et sa mission de gérant des intérêts du système capitaliste.

Pourtant, les engagements du candidat François Hollande de répondre aux revendications des ouvriers n'avaient pas manqué. Souvenons-nous de ses discours de campagne à Alstom au Creusot, à Gandrange et à Arcelor-Mittal, en Lorraine. Elu, il empêcherait les fermetures des sites industriels rentables. Souvenons-nous de ses promesses de faire reculer le chômage, de faire reculer l'injustice sociale, de défendre les droits à la retraite...

Les faits, eux, sont plus démonstratifs que les paroles : combien de sites industriels menacés ont-ils été sauvés grâce à la politique et l'action du gouvernement ? Quel résultat Montebourg, (celui qui avait promis de sauver l'aciérie Arcelor Mittal de Florange) peut-il mettre en avant ? AUCUN ! Le chômage n'a cessé de grimper : 340000 chômeurs en plus depuis avril 2012 ! Les droits à la retraite (âge légal de départ, nombre d'années de cotisations) sont toujours attaqués. Proclamée à grands cris comme une mesure de justice sociale, les 75% pris sur les revenus supérieurs à 1.000.000 d'euros sont passés à la trappe. Ce sont les actionnaires qui décideront ! Les salaires du public et du privé sont bloqués, les impôts directs et indirects (TVA « sociale ») sont en hausse...et ainsi de suite.

En revanche, les patrons eux font l'objet de toute la sollicitude du gouvernement Ayrault. Au nom de la compétitivité des entreprises plombée



Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse postale :
Association GrandROC
Villa OctoSun, 3 clos de
Lutché 31380 GARIDECH

Site du ROCML
<http://www.rocml.org>

paraît-il par l'excès du « coût » du travail, un arsenal de nouvelles mesures va leur permettre d'imposer entreprise par entreprise, grâce à des « accords » maison avec les syndicats jaunes, la baisse des salaires, la flexibilité, la précarité, la disparition de fait du contrat à durée indéterminée (CDI) la possibilité de licencier tout travailleur qui refuse de se plier à ces « accords ». Tel est le rôle de l'Accord National Interprofessionnel (ANI), appelé aussi avec cynisme loi de « sécurisation de l'emploi » institué avec la bénédiction de la CFDT le 3 avril 2013. En même temps les capitalistes se voient attribuer des crédits d'impôts (CICE), des aides financières par l'intermédiaire d'une Banque Publique d'Investissement (BPI) alimentée par des fonds publics, en échange de quelques promesses sur l'emploi ou la recherche qui ne seront bien sûr pas tenues.

Aggravation des conditions de travail et de revenus d'un côté, des milliards de cadeaux financiers de l'autre. Voilà qui permet de juger sur les faits au service de quelle classe est dévoué ce gouvernement.

Ce constat, la majorité des ouvriers et des autres travailleurs l'ont fait. En particulier ceux qui, depuis des mois, se battent contre la dictature capitaliste qui permet de fermer une usine dès lors que sa rentabilité est jugée insuffisante et que le capital peut dégager plus de profit en étant investi ailleurs. Beaucoup ont pensé (et certains, y compris à la « gauche » de la « gauche » leur ont fait penser) que ce serait plus facile de faire aboutir les revendications avec Hollande plutôt qu'avec Sarkozy. Les faits ont montré que c'était une illusion. Maintenant, c'est clair : la droite et la gauche, c'est pareil !

Telle est la première leçon à tirer de l'expérience de plus d'un an de gouvernement PS. Et les mois qui viennent vont poursuivre ce constat.

Alors se pose la question : est-ce qu'on est condamné à subir ? Est-ce qu'on est condamné à perdre ?

En fait, partout où le capital s'attaque directement aux travailleurs, il se construit une riposte. Des milliers d'ouvriers sont aujourd'hui en lutte contre les plans de licenciements dans leurs entreprises. Depuis parfois plusieurs années.

D'autres se lèvent contre l'aggravation de leurs conditions de travail et pour des hausses de salaires, et ils obtiennent parfois des succès (voir Vinci).

Dans ces luttes se forment des solidarités de classe et au travers de cette solidarité, progresse la conscience de classe anticapitaliste.

Les communistes considèrent ces luttes de classe comme le terreau de la lutte de classe contre le capitalisme. Ils les soutiennent ou les organisent là où ils sont présents.

Pourtant, même si elles permettent d'obtenir des améliorations favorables aux ouvriers dans les plans sociaux, il faut bien observer que toutes ces luttes (Good Year, PSA, Fralib, Fraissinord, Arcelor-Mittal, Alstom, Sanofi, et des dizaines d'autres) ne parviennent pas à faire céder le patronat sur l'essentiel : le maintien de tous les emplois avec le maintien de l'activité sur site.

Pourquoi ce but n'est-il pas atteint ?

Les ouvriers en lutte ont pu le constater : ce qui a manqué, c'est l'unité de toute la classe autour d'eux. C'est vrai, de nombreuses tentatives ont eu lieu pour coordonner leurs luttes. Dans le numéro précédent de la VOIX DES COMMUNISTES, nous avons rapporté le rassemblement des entreprises en lutte à la fête de l'HUMANITE. Ces initiatives ont été impulsées par les militants les plus conscients et les plus combatifs des entreprises en lutte. Mais elles n'ont pas réussi à se matérialiser au travers d'une contre-offensive nationale contre la classe capitaliste.

Pourquoi ? Il faut poser ici le rôle des directions syndicales.

Qu'ont-elles fait pour faire converger les luttes qui durent depuis des mois et des années ? Qu'ont-elles fait pour unir autour d'elles l'ensemble de la classe ouvrière ?

Poser la question, c'est y répondre : Rien. Les tentatives lancées par les ouvriers des sites en lutte, comme celle de la fête de l'humaine n'ont pas été suivies par les directions syndicales. Et si ce constat n'est pas étonnant de la part de syndicats jaunes ouvertement réformistes comme CFDT et FO, il concerne aussi la CGT qui est pourtant le syndicat qui, par son histoire, regroupe la majorité des ouvriers anticapitalistes.

L'explication, même si elle peut heurter des militants CGT sincèrement engagés dans la lutte de classes, c'est que la direction de la CGT a abandonné l'objectif historique de la classe ouvrière, la destruction du système capitaliste.

Alors, au lieu d'organiser une bataille frontale nationale contre les patrons licenciés et le

gouvernement qui laisse faire, la direction de la CGT laisse les travailleurs se débrouiller localement, chacun face à ses propres affaires, jusqu'à l'épuisement.

Poursuivons avec un nouveau **Pourquoi ?**

Pourquoi la direction de la CGT, comme les directions des autres syndicats de collaboration de classes, laisse-t-elle les luttes isolées et condamnées à l'échec ?

Parce que, pensons-nous, le Parti Communiste Français a renoncé depuis un demi-siècle à combattre le capitalisme pour le renverser et construire ensuite une autre société, le socialisme dirigé par la classe ouvrière au pouvoir.

Ce parti qui représenta les intérêts historiques révolutionnaires du prolétariat est devenu après la seconde guerre mondiale une organisation dont l'objectif ne va plus au-delà de l'aménagement du système en obtenant des réformes quand ce système est en expansion, en « l'humanisant » autant qu'il est possible en temps de crise.

Mais quel rapport entre le PCF et la CGT objectera-t-on ? Tout simplement parce qu'en dépit des affirmations officielles sur la coupure entre syndicat et parti, la direction et les cadres de la CGT sont en même temps dans leur majorité membres du PCF et que ce sont eux qui imposent leur ligne à la confédération.

Le rapport parti-syndicat n'est pas gênant en soi. Mais le PCF ayant abandonné le combat pour détruire le capitalisme par la prise du pouvoir par le prolétariat, il est compréhensible que la CGT ait suivi le même chemin.

Mais alors, que faire ?

Il faut prendre la mesure des causes de la situation de blocage du mouvement ouvrier politique et syndical pour définir les tâches à résoudre pour reconstruire ce mouvement sur des bases anticapitalistes révolutionnaires.

Et le nœud de la question est politique. Sans une organisation politique capable de définir une stratégie révolutionnaire à la classe ouvrière, il n'est pas possible de remettre le mouvement ouvrier syndical et politique sur la voie de la lutte anticapitaliste.

Cela veut-il dire qu'il faille minimiser le travail des communistes dans les luttes pour les revendications ouvrières immédiates sous prétexte que celles-ci dépendent en dernier ressort de la perspective politique ? Nullement. Et au contraire. Car c'est dans les luttes économiques que les pro-

létaires acquièrent la conscience de classe, font l'expérience de l'organisation, découvrent qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis. C'est à partir de ces luttes que les plus avancés des ouvriers peuvent accéder aux idées révolutionnaires et devenir des communistes organisés.

Le rôle des militants communistes aujourd'hui est de participer aux combats des exploités pour les aider à franchir les différents stades de la conscience de classe, à les faire adhérer à la perspective de la révolution et à les organiser dans l'avant-garde communiste.

Le ROCML appelle les communistes à mettre en œuvre cette recommandation de l'Internationale Communiste lors de son VIème Congrès : ***Quand la poussée révolutionnaire fait défaut, les partis communistes s'inspirant des besoins quotidiens des travailleurs doivent formuler des mots d'ordre et des revendications partielles en les rattachant aux objectifs fondamentaux de l'Internationale communiste.***

Concrètement, Le ROCML engage les communistes à participer et développer les luttes pour l'emploi, les salaires, les droits à la retraite, la santé, l'école, le logement... en les rattachant aux objectifs de la révolution socialiste et à la nécessité du Parti Communiste.

Le secrétariat du ROCML

**disponible en téléchargement
sur notre site :**



LUTTE DES CLASSES

NOUVELLE REFORME DES RETRAITES NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Au cours de l'histoire du capitalisme, la diminution de la journée ou de la semaine de travail, les congés payés, le droit à la retraite, ont donné lieu à des luttes dures entre la classe ouvrière (et l'ensemble de travailleurs exploités) et la classe capitaliste. De la longueur plus ou moins grande du temps de travail dépend en effet la quantité plus ou moins grande de la plus-value extorquée par le capital.

Au début du développement du capitalisme industriel, les patrons exploitaient les prolétaires dès leur enfance et toute leur vie, tant que leur force de travail restait exploitable. Ensuite, usés par le travail et sortis de l'usine, de la mine ou du chantier, il ne restait plus aux ouvriers qu'à attendre la mort dans la misère, sans ressources, sans autre aide que la charité publique ou celle de leurs enfants.

Dès la fin du dix neuvième siècle et au cours du vingtième, les luttes ouvrières, les nécessités mêmes de l'évolution des forces productives et les capacités financières de l'économie capitaliste dans sa période impérialiste ascendante, permirent aux ouvriers et aux autres travailleurs d'arracher des progrès importants dans leurs conditions de travail et d'existence.

Avec l'interdiction du travail des enfants, la limitation de la journée de travail à 8 heures (la revendication des 3 x huit) et les congés payés, le droit à la retraite avec pension constitua une avancée importante du statut des travailleurs salariés sous l'axe de la diminution du temps de travail. Loin d'être parfait, inégalitaire et ségrégatif, le droit à la retraite permettait à la plupart des ouvriers de sortir individuellement du cycle du travail exploité avec un revenu permettant plus ou moins, selon les catégories, de vivre ou de vivre dans la dignité. C'était indiscutablement un progrès social dans les conditions du capitalisme. Mais la bourgeoisie ne concède jamais rien d'une main sans tenter de le reprendre de l'autre, surtout quand elle est en difficulté.

UN PROGRES SOCIAL AUJOURD'HUI REMIS EN CAUSE.

Financé de manière paritaire par les cotisations salariales, patronales et de l'Etat patron pour les salariés du public, le système des retraites tel

qu'il a été établi par un compromis inter-classes dépend à l'évidence des capacités de ces trois sources.

Dans la phase d'expansion post-seconde guerre mondiale, les profits capitalistes, l'expansion de la masse salariale et les recettes de l'Etat ont permis aux différents régimes de retraite de fonctionner et même de s'améliorer, grâce à des financements satisfaisants.

MAIS LA SITUATION S'EST RENVERSEE.

Entré depuis quelques dizaines d'années dans une crise générale qui précipite sa décomposition, le système capitaliste-impérialiste mondialisé rend les bourgeoisies monopolistes et les Etats nationaux incapables de maintenir les compromis de classes réalisés dans la période des vaches grasses. Pour alimenter le capital financier autant que possible, les monopoles et l'Etat capitaliste ont besoin de réduire au maximum leur contribution au financement des organismes sociaux, dont ceux des retraites.

Toutes les prétendues « réformes des retraites » et d'autres qui sont encore à venir dans d'autres domaines n'ont qu'un seul but : réduire les financements du patronat et de l'Etat, destiner les économies réalisées pour transfuser le capital, et faire porter par les seuls salariés l'essentiel du financement de leurs acquis ou conquis sociaux.

De CHIRAC-JOSPIN à SARKOZY- HOLLANDE

La feuille de route de la liquidation progressive des retraites par répartition a été décidée à Barcelone en 2002. Elle a été signée par le couple UMP-PS Chirac-Jospin.

Le programme : 45 années de cotisation, recul de 5 ans de l'âge légal de départ, pensions réduites par les changements du mode de calcul, développement de la capitalisation individuelle.

Le socialiste Jospin n'a pas eu le temps de réaliser ces objectifs réactionnaires. Sarkozy et ses ministres ont pris le relais. Mais prudence oblige. La droite ne peut pas attaquer ouvertement les masses populaires comme peut le faire une gauche plus trompeuse. Malgré des avancées importantes, le programme de Barcelone n'est donc pas arrivé à son terme. Qu'à cela ne tienne ! Un an après le



déboulonnage de Sarkozy, Hollande et Ayrault remettent l'ouvrage sur le métier.

Le rapport Moreau communiqué à Ayrault le 14 juin 2013, juste avant les congés reprend exactement les consignes de Barcelone. C'est sur la base de ce rapport qu'auront lieu en juillet et en août les concertations entre « partenaires », syndicats, patronat et gouvernement.

Les conclusions de ces concertations tomberont fin août avant d'être entérinées par le parlement.

Y-AURA-T-IL UNE VERITABLE BATAILLE DE CLASSE CONTRE LA NOUVELLE ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE SUR LES RETRAITES ?

La machine à détruire les conquêtes sociales est donc conduite aujourd'hui par un gouvernement socialiste. Jusqu'à présent, depuis 2002, les mouvements de lutte contre les réformes des retraites n'ont pas réussi à faire reculer les gouvernements de cohabitation droite-gauche et de droite.

Les travailleurs y parviendront-ils contre un gouvernement « socialiste » ?

La CGT et FO ont annoncé une journée de grève en septembre. Ils seront sans doute accompagnés de SUD et de la FSU.

Mais jusqu'où les directions des confédérations syndicales sont-elles prêtes d'aller ? Iront-elles jusqu'à exiger le départ de Hollande et de son gouvernement ?

Comment se positionneront le PCF et les organisations communistes à la gauche de la gauche sur cette question ? Les municipales ne sont pas loin...

L'épouvantail du fascisme ne sera-t-il pas agité une nouvelle fois pour ménager les sociaux ?

L'expérience nous amène à penser que si le mouvement n'affronte pas conjointement patronat et gouvernement, s'il ne déborde pas puissamment et résolument les clous fixés par les dirigeants syndicaux nationaux et les partis et organisations « de la gauche de la gauche », y compris ceux du Front de Gauche, patronat et gouvernement marqueront un nouveau point dans leur volonté de détruire les conquêtes sociales du 20^{ème} siècle.

Seul un puissant mouvement populaire peut mettre en échec l'attaque contre les retraites lancée par le gouvernement PS Hollande-Ayrault.

L'heure est à la mobilisation et à l'organisation !

Le 8 juillet 2013

ENTRETIEN AVEC UN OUVRIER DE PSA SUR LE CONFLIT PSA-AULNAY

C'est en tant que représentants de notre journal *la Voix Des Communistes*, que nous avons eu cet entretien. En voici un compte-rendu.

Le camarade de PSA en se référant au constat tiré par J.P. Mercier¹ fait le bilan de ce conflit après la décision au bout de quatre mois d'arrêter la grève :

La bataille de l'emploi n'a pas été gagnée et même pour les reclassements on est loin de pouvoir dire que c'est gagné. Simplement nous n'avons pas été écrasés. Avec le protocole² sur les

209 grévistes, 150 seront licenciés et 59 seront répartis dans différents sites de PSA.

Mais dans cette lutte même si l'on n'a pas obtenu ce que l'on voulait, on est fier d'avoir lutté, nous avons rallié des camarades à notre action, une forte solidarité s'est exprimée à travers le pays et même au niveau international. Cette solidarité s'est exprimée entre autre concrètement par un soutien financier de plus de 800 000 euros. Ce soutien, significatif a été distribué aux grévistes selon leurs besoins. Dans un conflit, une caisse de grève gérée par les syndicats de travailleurs est indispensable. Sinon il est difficile de résister économiquement.

Tenir 4 mois 1 jour n'a pas été facile. Nous, les grévistes étions conscients que la conjoncture politique n'était pas favorable. Nous avons redonné au syndicat CGT toute sa force de mobilisation pour la lutte. En luttant on peut perdre, mais celui qui ne se bat pas a déjà perdu. La

¹ Secrétaire du syndicat CGT PSA Aulnay. Le communiqué de presse de la CGT PSA Aulnay est visible ici : <http://cgt-psa-aulnay.fr/communiqu/pendant-4-mois-de-greve-les-salaries-ont-tenu-en-echec-psa-et-ont-reussi-ne-pas-se-faire>

² Voir le protocole ici : <http://cgt-psa-aulnay.fr/sites/default/files/protocole-fin-de-greve.pdf>



lutte est toujours possible dans toutes les conditions, mais peut prendre des formes diverses.

VDC : Malgré vos efforts, pourquoi la lutte des PSA n'a pas été soutenue par d'autres secteurs sous diverses formes (grève, occupation...etc.)?

C'est vrai que la grève n'a pas galvanisé la lutte. Les salariés de PSA, dès le début, ont eu le sentiment qu'il serait impossible d'arrêter la fermeture de PSA Aulnay. C'est la raison pour laquelle la revendication "Non à la fermeture de l'usine" n'a pas été soutenue par les ouvriers. Ils n'ont pas cru à ce slogan. On n'a jamais été sur le terrain de la bataille pour l'emploi. Un exemple, La confédération CGT nous a fait comprendre que, à cause de cela, elle ne s'est pas engagée, même si elle ne l'a pas dit ouvertement.

-VDC : et tu crois à cette explication?

Non, il y a plusieurs facteurs. Personne ne croyait pouvoir sauver PSA Aulnay. L'implantation de la CGT dans l'usine était faible. Les confédérations (CFDT, CFTC..) n'ont pas soutenu la lutte. Les divergences entre la CGT locale et la confédération ont pu jouer aussi. En dehors de la CGT et SUD les engagements des autres syndicats sont restés purement locaux.

- VDC : Comment peut-on expliquer, qu'un faible nombre de grévistes ait pu perturber fortement la production ?

Déjà une partie du projet de fermeture était réalisé par l'externalisation. Depuis plusieurs années il n'y avait plus de production en cours d'un nouveau modèle. Certains ateliers avaient été transférés ailleurs. Comme je l'ai déjà dit les ouvriers ne croyaient pas par expérience que l'on puisse sauver PSA Aulnay. Bien sûr cela s'est traduit par une minorité qui a fait grève mais nous avons eu un fort courant de sympathie. La direction n'a pu embaucher des intérimaires pendant la grève, elle n'a fait que faire tourner les intérimaires qui étaient déjà sur le site sur différents postes. Par exemple elle a fait travailler matin et après midi sur deux postes d'affilée alors que c'est interdit. Quand on s'en est aperçu, les intérimaires n'ont plus été utilisés de cette façon. Ainsi à cause de postes inoccupés, la chaîne la production a rapidement été complètement bloquée. Cette bataille a montré la force que représentaient les 209 grévistes minoritaires.

-VDC : quelle est le rôle des sous-traitants?

Ils interviennent sur plusieurs sites et sont moins syndiqués. Comme dans le cas des intérimaires,

les employeurs sous-traitants se réfugient derrière leur statut juridique. Nous avons peu de contact direct. Evidemment c'est un avantage pour le patron.

-VDC : quelles leçons tires-tu de cette lutte dure?

D'abord un sentiment de fierté. Fier d'avoir relevé la tête et d'avoir participé à cette lutte. Même si l'on n'a pas obtenu ce que l'on voulait. C'est important pour les luttes futures. Malgré tout ce que l'on peut reprocher à la CGT, on ne doit pas affaiblir la CGT. On a besoin de cette organisation.

REFLEXIONS SUITE A CET ENTRETIEN

La faiblesse de la conscience de classe est le premier obstacle dans la lutte.

Cet entretien avec un ouvrier de PSA est révélateur entre autre de l'effet de la crise du capitalisme sur la lutte de classe. Nous avons déjà dit que la fermeture d'unités de production est la conséquence directe des contradictions fondamentales du capitalisme qui entraînent inéluctablement des faillites et surproduction par rapport aux capacités du marché solvable. Tant que le monde de production capitaliste existera, les fermetures d'usines ne cesseront pas. Cela les travailleurs, on le voit dans le cas d'Aulnay, intuitivement le ressentent. Aussi au lieu de créer des illusions, il faut éveiller l'esprit de la lutte contre le capitalisme chez les travailleurs¹.

PSA est une multinationale encore puissante, elle continue d'exploiter en France et dans le monde des milliers de travailleurs. Elle renforce sa politique de sous-traitance et d'emploi d'intérimaires. Cette question est importante, car elle met à mal l'unité et la solidarité ouvrière. Et ce problème ne limite pas au secteur automobile, il touche tous les secteurs. Notamment, le secteur de la construction. Au mois de Janvier 2013, dans la région Ile de France, sur des chantiers de Vinci-construction une grève a été victorieuse. Mais dans cette grève, le faible niveau de conscience de classe a été le premier obstacle dans la lutte. Il n'a pas été possible d'associer dans cette grève les travailleurs sous-traitants.

Nous disions dans le n°8 de la VDC « *Tant que le prolétariat n'aura pas reconstruit son indépen-*

¹ Voir un exemple de lutte contre ces illusions dans notre brochure « A propos du mot d'ordre de nationalisation : <http://rocml.org/a-propos-du-mot-dordre-de-nationalisation/>



dance politique de classe autour de ses intérêts immédiats et stratégiques, tant qu'il n'aura pas reconstruit et organisé son parti communiste, ses luttes seront dévoyées et conduites à l'échec par les partis réformistes, même ceux qui, par leurs discours, prétendent défendre les intérêts des travailleurs. Classe contre classe pour mettre en échec les plans de la bourgeoisie ! » Tant que la conscience d'appartenir à une seule et même classe ayant les mêmes intérêts face à la classe dominante, de nombreuses luttes iront à l'échec et toute victoire sera éphémère. Telle est la raison profonde de l'échec de la lutte des PSA.

La conscience de classe ne va pas tomber de ciel. Elle ne se développera que dans la lutte des travailleurs, au travers de leur propre expérience et concentrée, portée par le Parti communiste. Le mouvement communiste a toujours donné une grande importance à l'organisation des travailleurs sur les bases de la structure économique et régionale (géographique). Comme hier nous devons organiser les travailleurs sur la base de la situation des travailleurs

Le but de la société capitaliste est la production effrénée de la plus-value extorquée aux ouvriers productifs¹. Aujourd'hui les difficultés de plus en plus grandes qu'il rencontre pour atteindre ce but pousse le capital à de nouvelles formes d'organisations dans l'exploitation du travail salarié. La dimension économique mondiale, la forte concurrence entre les capitaux a pour conséquence la concurrence entre les travailleurs. La bourgeoisie met à profit les nouvelles formes d'organisation économique pour diviser encore plus les travailleurs à tous les niveaux. Certaines formes de recrutement des ouvriers sont liées à cette situation. Le système de sous-traitance, l'intérim, la vacation, contrats à temps partiel, stagiaires, apprentissage.... Toutes ces formes d'exploitation des travailleurs ne sont pas une nécessité pour produire, bien au contraire, elles finissent par entraîner la gabegie, l'augmentation de l'insécurité au travail, le surmenage, des problèmes de santé, des suicides, bref la destruction de la force de travail. Un exemple récent sur un chantier de Vinci, des travailleurs portugais et Polonais ont été employés pour un salaire de 610 euros (soit le tiers du sa-

laire moyen du métier) sans congés payés, assurance maladie sans parler du droit de grève. Evidemment ces travailleurs étaient sous statut juridique de sous-traitants ou intérimaires. La classe ouvrière ne peut accepter cette situation et doit la combattre pour renforcer son unité face à la classe exploiteuse. Aucun militant communiste, ne doit s'en tenir au cadre juridique. Il est primordial de défendre l'intérêt de classe.

Tant que nous n'arriverons pas à fortifier l'unité de la classe, toute victoire dans la lutte sera difficile. Une cause importante de la victoire de la grève chez Vinci-Ile de France (voir notre compte rendu), c'est que la mobilisation s'est réalisée sur des revendications communes à tous les travailleurs.

Quel rôle joue Le syndicat d'entreprise, est-il dépassé? Notre expérience le prouve, il a un rôle important à jouer, pour la formation collective, pour une agitation propagande régulière dans l'entreprise, pour resserrer les liens avec les travailleurs et former des syndicalistes de classe conscients. Aujourd'hui rares sont les tracts qui abordent la situation de l'entreprise hors situation difficile. Les tracts nationaux ne correspondent souvent pas à la réalité d'entreprise, ils sont sans vie et sans dynamisme. Comme hier les grandes entreprises de 10 ou 20000 salariés existent toujours (Vinci, Bouygues, EDF, SNCF SUEZ pour en citer quelques-unes) mais les travailleurs y sont divisés sous divers statuts juridiques qui entraînent des difficultés d'organisation pour les travailleurs.

La bureaucratie syndicale a cultivé l'immobilisme alors que la société évoluait. Depuis longtemps le capital a organisé la flexibilité, la mobilité. Quel en est l'impact sur l'organisation des syndicats? Souvent les critiques vers les directions des confédérations restent au niveau de la critique des personnes, elle n'est pas basée sur l'analyse concrète de la situation des travailleurs face au capital. La caisse de grève, le rôle des Unions Locales, des Unions Départementales, Régionales, Fédération et Confédération, aucune de ces questions n'est abordée par la critique.

Les bassins de concentration des travailleurs ont changé, les zones industrielles et centres commerciaux se sont développés, la mise en concurrence des travailleurs par le capital a changé. Sans prendre en compte ces évolutions

¹ La plus-value est la part de la valeur créée par l'ouvrier dont s'empare le capitaliste et qui constitue la source unique de tous les profits



on ne peut organiser les travailleurs pour lutter et renforcer leur unité de classe.

La crise du capitalisme va en s'aggravant. Le capital ne trouve pas de solution à sa crise et la pression de la bourgeoisie sur les travailleurs augmente, suscitant leur mécontentement. Face à la trahison des intérêts des travailleurs par les centrales syndicales, devant leur passivité et leur collaboration avec le patronat et son gouvernement, la tentation est grande pour certains militants de créer de nouvelles structures de « lutte de classe » voir même de créer de nouvelles centrales syndicales, de nouvelles fédérations pour échapper à la bureaucratie syndicale. Cela ne marche pas, comme le montre SUD retombé rapidement dans les mêmes travers.

La seule organisation qu'il est nécessaire de construire aujourd'hui est celle qui regroupera politiquement les communistes et les travailleurs conscients et combatifs. Cette organisation c'est le Parti des travailleurs, un véritable parti communiste qui sera à même d'organiser la lutte à la base, dans les syndicats et associations de travailleurs et de combattre l'idéologie dominante qui obscurcit la perception des travailleurs, principal obstacle à leur prise de conscience.

La victoire ne tombera pas du ciel. Et personne d'autre ne peut le faire à la place des communistes. Pour faire vivre la démocratie ouvrière sur le lieu de travail, il faut s'organiser, renforcer l'unité des travailleurs. Sans cette unité la grève de Vinci n'aurait pu s'achever sur un succès. Sans avoir une vision de classe, on ne peut pas organiser la solidarité, qu'elle soit nationale ou internationale. Aujourd'hui la situation nous oblige de donner à la lutte une dimension au moins régionale, nationale et ce quel que soit l'importance des revendications. Le capital a fait évoluer son organisation de domination politique et économique, sachons faire de même pour répondre à ses attaques.

Aujourd'hui la faillite des réformistes devient de plus en plus évidente. Les communistes ne doivent pas se battre pour suppléer à cette carence, mais montrer la nécessité d'une solution radicale et pour cela surmonter toutes sortes d'obstacles afin d'organiser la classe ouvrière en une classe qui se bat pour ses propres intérêts.

Mais nous sommes optimistes, la classe ouvrière malgré toutes ces difficultés vaincra. le Capitalisme n'a pas d'avenir.

Vive le socialisme. vive la classe ouvrière !

JANVIER ET FEVRIER 2013 : SUCCEs DES OUVRIERS SUR LES CHANTIERS DU GROUPE VINCI DANS LA REGION D'ILE DE FRANCE

L'action a été préparée par un long travail de mobilisation organisé par la section CGT.

D'abord, les militants ont fait circuler une pétition contenant les revendications des ouvriers des chantiers. Sur deux chantiers, 145 signatures ont été recueillies, ce qui représente 80% des travailleurs. Les salariés revendiquaient une prime de 200 euros. Sur la base de cette unité massive, la grève a été lancée le 30 janvier, paralysant la totalité des chantiers.

Le lendemain, devant la mobilisation et le détermination des travailleurs à obtenir gain de cause, la direction était acculée à céder sur la revendication en accordant 150 euros de prime avec rétroactivité à compter du 1^{er} novembre 2012. Et ce y compris pour les intérimaires, comme l'ont exigé avec l'appui des autres travailleurs, les délégués du personnel CGT, ce qui est une victoire exemplaire.

Au cours de cette lutte, les militants syndicaux communistes ont eu un rôle moteur et dirigeant. Ils ont pratiqué la démocratie prolétarienne et fait progresser l'unité entre toutes les composantes ouvrières, français immigrés, CDI et intérimaires. En même temps, ils ont élevé la conscience de classe anticapitaliste. Le syndicat CGT et l'influence des communistes qui animent ce syndicat sortent grandis après cette victoire.

Mais il ne faut pas relâcher la mobilisation. Car ce qu'un patron cède d'une main aujourd'hui, il s'efforcera de le reprendre demain avec l'autre main.

Correspondant VDC
VINCI ILE DE FRANCE



LUTTE IDEOLOGIQUE

PRESENTATION DE LA BROCHURE DU ROCML « A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE NATIONALISATION »

Brochure a télécharger sur le site du ROCML

Avant leur création en tant que parti unique du prolétariat et durant toute leur existence, les partis communistes construisent leur ligne, leur organisation et leur pratique révolutionnaire en mettant en pratique le marxisme-léninisme appliqué aux conditions concrètes dans lesquelles ils développent leur combat pour la prise du pouvoir. Et après la prise du pouvoir, pour la construction de la société socialiste et communiste. L'expérience montre que cette pratique révolutionnaire est confrontée sans discontinuer jusqu'à atteindre dans certaines circonstances des crises insolubles et des scissions, à des contradictions au sein du mouvement qui revendique la construction du parti et au sein même du parti quand il existe déjà.

Lénine, l'architecte de la construction du Parti Bolchévique, et Staline ont mené la lutte contre toutes les déviations de droite et de gauche qui s'écartaient, dans des conditions historiques diverses, de la juste ligne matérialiste marxiste révolutionnaire.

Aujourd'hui, après le recul considérable du mouvement communiste mondial, et quel que soit le niveau d'organisation de ce mouvement dans tel ou tel pays, entre organisations se revendiquant du marxisme léninisme, ou à l'intérieur de partis qui revendiquent la légitimité marxiste léniniste, il existe une lutte idéologique qui oppose des tendances droitières ou gauchistes à la juste application de la théorie marxiste léniniste à la réalité concrète.

En France, Dès les années 1960, un courant se constitua en se revendiquant du marxisme léninisme et en s'opposant à la dérive révisionniste du PCF débridée après le XXème congrès du PCUS en 1956. Ce courant, encouragé par les positions du Parti Communiste Chinois et du Parti du Travail d'Albanie permit de retrouver certaines bases théoriques et politiques qui sont les fondements de la ligne de tout parti communiste (nécessité de la révolution, le rôle de la violence dans la réalisation de la révolution, la dictature du prolétariat et la construction du socialisme, la critique de

la voie pacifique et parlementaire au socialisme...)

Même s'il ne parvint pas à unifier les communistes marxistes-léninistes dans un seul parti fondé sur l'application correcte de la théorie à une analyse correcte des réalités internationales et nationales et même si cette incapacité conduisit ce mouvement à sa liquidation, il mena des critiques justes contre la ligne révisionniste du PCF. L'une de ces critiques porte sur les nationalisations que le PCF, après l'interview de Maurice Thorez au journal anglais TIMES considéra comme le moyen d'avancer pacifiquement et progressivement au socialisme. Le ROCML, en continuité avec la politique du PCF de l'époque de la IIIème Internationale communiste et avec les critiques antirévissionnistes du mouvement ML des années 1960-70 considère que ce mot d'ordre de nationalisations, remis au goût du jour par des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme (RCC, PCOF, PRCF, URCF), n'est pas un mot d'ordre juste.

Les justifications avancées par ces organisations (sauver les entreprises qui ferment, garantir l'emploi, conscientiser les ouvriers de la possibilité d'exproprier les capitalistes et de la nécessité de conquérir le pouvoir d'Etat), ne tiennent pas devant la critique théorique et politique marxiste-léniniste et devant l'expérience historique. Déterminé à mener la lutte idéologique au sein du mouvement communiste contre toutes les manifestations de réformisme et contre les résurgences du révisionnisme, le ROCML a édité une brochure intitulée A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE NATIONALISATION.

Les militants, qu'ils partagent ou non notre position, y trouveront tous nos arguments sur la question. Ils découvriront peut-être des documents de l'internationale communiste enfouis dans les archives. En voici un qui constitue une réponse incontournable aux arguments que l'URCF (par exemple) développe dans sa brochure sur les nationalisations.

EXTRAIT :

« Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches de l'industrie, **comme le font les partis centristes**, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches de l'industrie **sans que la bourgeoisie soit vaincue**, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction « systématique » de l'édifice « économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire. Si dans ce programme de nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, l'idée lassalienne joue encore un rôle pour fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique, pour en faire un levier d'action révolutionnaire conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, **dans ce cas nous avons affaire à une rêverie de songe-creux** : la classe ouvrière souffre aujourd'hui dans tous les Etats capitalistes de fléaux si nombreux et si effroyables qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes et ces coups en poursuivant un objet si subtil tout à fait imaginaire. **Il faut au contraire prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui dans leur ensemble, pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale.** »



LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA
RUSSIE SOVIETIQUE

LE SOIT DISANT TESTAMENT DE LENINE

LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE
L'UNION SOVIETIQUE

FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE

LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAP-
ITALISME EN URSS APRES LA PRISE DU
POUVOIR PAR LES REVISIONNISTES
KHROUCHTCHEVIENS Par Bill BLAND

CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCES-
SUS DE RESTAURATION
DU CAPITALISME EN URSS

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE
L'OUVRAGE DE STALINE
« LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU
SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland
1994

STALINE ET LA LUTTE POUR LA REFORME
DEMOCRATIQUE-Grower Furr

LENINE ET L'ORGANISATION

MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE - Moscou
1955

LE CAPITAL-Edition populaire -J. Brochardt
1919

Et les CLASSIQUES DU MARXISME
LENINISME (MARX, ENGELS, LENINE,
STALINE)

SUR LA CRISE ECONOMIQUE (ROCML)

LE PROCESSUS DU SOULEVEMENT POPU-
LAIRE EN TUNISIE (ROCML)

A PROPOS DU MOT D'ORDRE
DE NATIONALISATION (ROCML)

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS
MILITANTS ou par COURRIEL
(Roc.ml@laposte.net)

PAS D'ISSUE SOCIALE ET PACIFIQUE A LA CRISE DANS LE CADRE DU CAPITALISME DECADENT

Possibilité et nécessité des crises

Les crises du capital sont inscrites dans l'ADN du capitalisme et en sont les conséquences inévitables de son mode de production.

Le but de la production n'est pas de satisfaire les besoins de la société mais de produire avec profit. Le capital réalise ce profit par l'extorsion du travail non payé (surtravail générateur de la plus-value, du profit) au-delà du travail payé à l'ouvrier pour entretenir et reproduire sa force de travail. Mais ce procès de valorisation du capital n'est achevé qu'au terme de son cycle de circulation quand la marchandise est vendue et **donc la plus-value réalisée**. La séparation de la phase de production de celle de sa réalisation par la vente des marchandises, ouvre déjà la possibilité de produire plus que le marché solvable n'est capable d'absorber. **Et de fait, la tendance à la surproduction est le « mode d'existence » du capital.** Chaque capital dans le secteur où il est investi entre en concurrence avec d'autres capitaux. Pour prospérer ou survivre, il n'a d'autre choix que de produire moins cher que ses concurrents, même si l'avantage ne dure qu'un temps, jusqu'à ce que le concurrent fasse de même. Pour ce faire il doit accroître la productivité des travailleurs productifs et la part de surtravail qu'il leur extorque. IL réalise cela principalement en remplaçant du travail vivant par des machines et des procédés techniques permettant de produire plus dans le même temps de travail. Mais cela a pour conséquence de faire baisser « la rentabilité du capital » qui s'exprime dans la baisse tendancielle du

taux de profit. A taux d'exploitation identique¹ la part du travail mort (la valeur des machines et de la mécanisation, l'augmentation des matières premières utilisées – le capital constant Cc) dans la composition du capital, augmente au détriment du capital vivant (Cv) seul producteur de plus-value et générera un profit moindre que dans le précédent cycle de valorisation. D'autre part avec l'augmentation de la productivité, il jette sur le marché une quantité encore plus grande de marchandises qui doivent être vendues avec profit. Ces deux phénomènes sont dialectiquement liés et générateurs de crise. Les capitaux auront tendance à aller s'investir là où un taux de profit est plus élevé, à spéculer sur les marchés financiers, provoquant un déséquilibre dans les divers secteurs de la production et la plus grande masse de marchandises saturant le marché existant. La contradiction fondamentale du capitalisme entre le caractère privé de la possession des moyens de production et d'échange et la production sociale se manifeste violemment lors des crises.

Les crises dans la période de croissance du capitalisme

Les crises du capitalisme à l'époque d'expansion et de croissance ont été étudiées par Marx dans le manifeste du Parti Communiste, dans ses écrits préparatoires au capital, dans le capital et ses études sur les théories de la plus-value. Périodiquement le capitalisme était secoué par la crise. *« Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais*

¹ A taux de plus-value Pl/Cv identique, c'est-à-dire où le rapport entre le travail payé (Cv) et travail non payé(Pl) reste le même.

encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. **Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, l'épidémie de la surproduction.** La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis.»¹

Mais ces crises sont surmontées pour une certaine période (Marx constate une périodicité de 10 ans). Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle les crises ? « D'une part en imposant la destruction d'une masse de forces productives, d'autre part en s'emparant de marchés nouveaux et en exploitant mieux les anciens »²

Le capital sort à chaque fois renforcé et reprend son cycle de croissance, le marché mondial est encore en constitution, il y a encore des marchés nouveaux à conquérir, le capitalisme n'a pas encore conquis toute la planète.

Mais constate-t-il « ... Elle prépare des crises plus générales et plus profondes, tout en réduisant les moyens de les prévenir." » .

Ainsi, le nombre de pays capitalistes grandit ainsi que les affrontements entre eux pour la conquête des marchés.

Au début du 20ème siècle, à l'apogée de sa puissance historique, le capitalisme bascule dans sa période de décadence. Il a atteint son stade suprême l'impérialisme. « Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra uniquement être question de nouveaux partages c'est-à-dire du passage d'un « possesseur » à un autre, et

non de la « prise de possession » d'un territoire sans maître »³

La crise de la période impérialiste du capitalisme

A l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire à son stade où dominant les monopoles, les crises cycliques ne permettent plus au capitalisme de surmonter, même provisoirement, ses difficultés de valorisation du capital. Le capitalisme s'est étendu sur toute la planète, les marchés (...) qui lui permettait d'écouler sa production ont été conquis et assimilés par son mode de production, transformant d'immenses populations en prolétaires dont une grande partie est contrainte par le capital à rejoindre l'armée industrielle de réserve **et mise dans l'impossibilité (car non solvables) ⁴ de consommer la masse de produits dont le capital inonde la planète. La contradiction qui paraît absurde pour les travailleurs (Le formidable essor de la capacité productive de l'humanité qui permettrait de satisfaire les besoins de toute la population mondiale) conduit à la pauvreté et la misère.**

Dans cette période la crise devient chronique, quasi permanente, elle n'est plus cyclique, il n'y a plus de période relativement longue de reprise des affaires, de prospérité. Le capitalisme a atteint ses limites, il est devenu décadent, pourrissant.

Dans cette période le crédit a pris le relais des marchés extérieurs et a permis aux cycles de la reproduction élargie du capital de s'enchaîner par la

³ Lénine – l'impérialisme stade suprême du capitalisme

⁴ Selon l'observatoire des inégalités il y a un milliard de personnes sous alimentées dans le monde et il en meurt 25 000 chaque jour.

¹ Le manifeste du Parti Communiste

² Le manifeste du Parti Communiste

vente des marchandises à crédit. Pour éviter le blocage de l'économie, le capital a recours à l'endettement systématique et généralisé des Etats, des entreprises et des particuliers. **Cet endettement est à la base de l'hypertrophie du capital financier** permettant aux capitaux qui ne pouvaient plus s'investir avec profit dans la production de spéculer sur les marchés financiers. Le capitalisme à son stade impérialiste c'est la fusion du capital financier et du capital productif. Sans capital financier pas de capitalisme ! L'inflation extraordinaire du capital financier, et donc de la dette publique ou privée, a retardé l'éclatement d'une crise encore plus violente. Mais aujourd'hui cette dette ne peut plus être augmentée sans fin sans risquer d'entraîner la faillite des états et des pays les plus vulnérables. La mondialisation a elle aussi joué un rôle modérateur de la crise en ouvrant des débouchés aux capitaux pour s'investir avec profits dans certaines régions du monde en associant haut degré de technique de production et faible valeur de la force de travail et ce contrairement aux idées répandues qui rendent cette mondialisation responsable des difficultés rencontrées dans les pays impérialistes dominants comme la France. Mais, revers de la médaille, elle a provoqué l'émergence pour les anciens pays impérialistes de nouveaux rivaux (Chine, Inde, Brésil..) qui exacerbent la concurrence sur le marché mondial.

IL n'y a pas de bonnes réformes possibles pour résoudre la crise du capital

Les tentatives de la bourgeoisie pour surmonter sa crise

Lors des crises de surproduction de la phase juvénile d'expansion du capitalisme, la bourgeoisie résorbait la

crise comme l'expliquait Marx par la destruction de capital et de forces productives, en développant la productivité du travail en introduisant de nouvelles machines et en conquérant de nouveaux marchés pour écouler la masse accrue de marchandises produites.

Lors de la crise actuelle, il y a aussi destruction massive de capital et de forces productives mais cela ne suffit plus. Le marché est partagé entre grands groupes impérialistes et son extension a pris fin et la lutte pour la conquête des marchés au détriment des concurrents est acharnée. Les augmentations de productivité nécessitent des investissements énormes pour un résultat de plus en plus réduit sur l'augmentation de la part de travail non payé dans la valeur des marchandises.¹ La seule réponse possible du capital est de faire supporter les effets de la crise par les travailleurs. C'est-à-dire en réduisant le prix de la force de travail (ce que les capitalistes nomment coût du travail²). En réduisant les dépenses « improductives » des capitalistes que sont les « charges » afférentes à sa reproduction (tous les services destinés au maintien et à la reproduction de cette force, sécurité sociale, prestations sociales, frais médicaux, transports – ce qui est regroupé dans ce que l'on appelle services publics), augmenter les impôts, baisser les retraites etc.... Avec pour objectif de tenter d'augmenter le taux de profit, la rentabilité du capital. Ce qui se traduit depuis des années au niveau social global par la diminution de la part du produit social distribué en salaires directs et indirects.

Le principal outil que le capital utilise pour essayer d'éviter les effets les plus catastrophiques de la

¹ En effet la part de ce qui est payé en salaires dans la valeur de la marchandise produite, tend avec la productivité à diminuer constamment et ne représente aujourd'hui pas plus de 20% de la valeur de la marchandise.

² Voir notre article dans ce présent numéro sur le « cout du travail »

crise c'est l'Etat. Ces dernières années dans les grandes métropoles impérialistes il a été utilisé systématiquement par les gouvernements de droite et de gauche pour soumettre les travailleurs à une politique systématique de remise en cause graduelle de leurs conditions de vie, des salaires, de l'emploi. Et dans le reste du monde il est le principal bras armé et organisateur de guerres des capitalistes pour la conquête des marchés et zones stratégiques.

Et pourtant, dans ces tentatives de redresser la « rentabilité » du capital, ces mesures ne font qu'amplifier les difficultés, ne serait-ce qu'en réduisant à l'insolvabilité une masse grandissante de travailleurs et donc exclus de la consommation des marchandises produites.

Les solutions de la social-démocratie radicale

C'est justement sur cette dernière conséquence, la sous consommation des travailleurs, que la social-démocratie radicale représentée en France par le Front de Gauche, le PCF et les divers groupes gauchistes et opportunistes associés¹ argumente pour présenter ses solutions. Ces solutions s'articulent sur deux volets principaux

1) Relancer la consommation des travailleurs en redistribuant plus équitablement le produit social entre le capital et le travail, en particulier en augmentant les salaires.

C'est oublier que la tendance « naturelle », nécessaire à la survie du capital, c'est tout le contraire.

C'est oublier comme le fait remarquer Marx que c'est justement à la suite d'une période où les salaires sont au plus haut (en l'occurrence pour nous à

la fin de ce que l'on a appelé les trente glorieuses) que la crise éclate

2) Moraliser le capital financier par diverses mesures politiques et économiques. Autant demander au capital de n'être plus le capital. On l'a vu, le capital financier c'est le capital du capitalisme arrivé à son stade impérialiste et c'est grâce à lui que le capitalisme a pu perdurer jusqu'à nos jours et le moraliser ou l'encadrer ne changerait rien au rôle prépondérant qu'il joue aujourd'hui dans l'exploitation du travail salarié et la reproduction, valorisation du capital.

Nous reviendrons dans un prochain article sur une critique plus détaillée de ces positions qui reprennent des conceptions déjà anciennes de la social-démocratie² adaptées à la situation actuelle. Entretenant ainsi l'illusion parmi de nombreux militants politiques et syndicalistes de « gauche » qu'il est possible de « moraliser », de rendre plus social le capitalisme.

Barbarie ou socialisme

Décadence du capitalisme

La bourgeoisie ne peut éviter la faillite de son système. Le capitalisme aujourd'hui n'a plus les moyens de surmonter même momentanément les effets de ses contradictions. Les crises cycliques de sa période ascendante qui permettaient un retour pour une certaine période à sa croissance, ne sont plus possibles. Il est entré dans sa période de décadence, marquée des convulsions de plus en plus violentes, par la prolifération des guerres impérialistes, la destruction de forces productives et de vies humaines, la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité de la population mondiale réduite à la condition de prolétaires, aux crises alimentaires, à la destruction de

¹ Parmi ceux-ci citons le PCOF et la Coordination Communiste du Nord Pas de Calais.

² Voir à ce sujet les annexes de notre brochure sur les nationalisations

l'environnement et l'épuisement des ressources de la planète **condamnant l'humanité à sa destruction si l'on ne met pas fin à ce système pourrissant.**

Ou socialisme-communisme

L'Internationale communiste en 1919 caractérisera la période impérialiste comme « celle de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial et sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne en général, si on ne détruit pas le capitalisme avec ses contradictions indissolubles. »¹ Et dans sa plateforme, l'Internationale précise : « Une nouvelle époque est née. Epoque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Epoque de la révolution communiste du prolétariat. »²

Aujourd'hui comme hier, Le capital n'a d'autre alternative, une fois de plus que de faire supporter les effets de sa crise au prolétariat. Mais dans les conditions historiques actuelles, aucune politique ne peut tirer le capital de sa crise systémique historique. La lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peut que se développer. Il s'agit non seulement pour les prolétaires de résister aux attaques du capital, mais surtout de se donner pour but d'abattre ce système. Depuis plus d'un siècle, le capitalisme a achevé son rôle progressiste et a créé en son sein les forces et les conditions objectives nécessaires au passage à un mode de production supérieur, le socialisme-communisme. Seul dans la société communiste, en effet, les crises n'existeront plus parce que la société ne produira plus pour le profit d'une classe mais pour satisfaire les besoins de tous ses membres.



¹ Congrès de fondation de l'IC Lettre d'invitation au Parti Communiste allemand
http://www.marxists.org/francais/inter_com/1919/ic1_19190300a.htm

²
http://www.marxists.org/francais/inter_com/1919/ic1_19190300d.htm

« COMPETITIVITE » ET « COUT DU TRAVAIL » : VISION BOURGEOISE DU RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL

Le 27 septembre 2012, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault a affirmé qu'en France, « *le coût du travail n'est pas un sujet tabou* »¹ et qu'alors il est envisageable de mener des réformes qui réduiraient le salaire, direct ou indirect des travailleurs. Dans le même temps, le rapport Gallois préconise un « *choc de compétitivité* » pour l'économie française en réduisant « *le poids de la fiscalité liée au niveau élevé des dépenses publiques* »². Compétitivité et diminution du coût du travail sont les maîtres mots du gouvernement et des patrons pour s'adapter à la nouvelle économie internationale qui voit l'essor de nouveaux concurrents (Chine, Inde, Russie...) et qui est frappée par la crise de surproduction qui nécessite des restructurations profondes des grands monopoles capitalistes. En clair, la bourgeoisie derrière ces vocables tente de convaincre les prolétaires d'accepter de moins bonnes conditions de vie et de mettre à la trappe les acquis gagnés de haute lutte.

Parler de compétitivité ou de coût du travail, c'est se placer dans l'optique des capitalistes contre les prolétaires. La compétitivité est la capacité d'une entreprise à faire face à la concurrence d'autres entreprises en vendant des produits identiques (ou quasi-identiques) le moins cher possible. Etre compétitif dans le système capitaliste permet d'abord de ne pas faire faillite mais surtout d'accumuler le maximum de profit. Pour permettre aux capitalistes d'être compétitifs au sein de l'économie mondiale, il faut jouer sur les frais de production dont le coût du travail. Le salaire du point de vue patronal est donc un « coût », une « charge » car le capital utilise la force de travail des prolétaires pour produire des marchandises qu'il compte vendre le moins cher possible : c'est dans les intérêts des bourgeois d'optimiser la production, d'être concurrentiel et de vendre moins cher.

Plusieurs options existent pour les grandes multinationales françaises (parce qu'il faut bien dire que ce sont elles qui drainent l'économie du pays) afin de diminuer le prix de production d'une marchandise : attaquer les salaires et les charges sociales (dont le financement de la Sécurité sociale

et autre salaire indirect). C'est le sens de l'offensive actuelle avec les réformes des retraites, l'ANI, ou encore le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi qui allège de 20 milliards d'euros le « coût du travail » en faveur du patronat. Les économies d'échelle (produire en masse) permettent aussi de réduire le coût de production pour le capital. Enfin il est possible pour les multinationales de jouer sur les sous-traitants et les fournisseurs eux-aussi soumis aux lois de la concurrence capitaliste, en utilisant des matières premières et pièces moins chères ou encore des sous-traitants à la main d'œuvre moins couteuse, plus flexible : c'est à ça que servent les PME tant vantées dans les médias, permettre aux grands monopoles internationaux de rester compétitifs en ne s'occupant que d'une partie (même infime) du processus de production. Cela permet en même temps de diviser **artificiellement** les prolétaires au sein du processus de production : leur organisation en terme syndical est bien plus difficile du coup.

Pour le capital le salaire, les charges, sont des coûts comme le sont les machines car dans leurs formules managériales, plus ces dépenses sont élevées, moins le profit est conséquent. Comme « *la compétitivité de l'industrie française régresse depuis 10 ans* » et que « *le mouvement semble s'accélérer* »³ remarque Jean Marc Ayrault, les plans capitalistes visent à réduire le coût du travail afin de se réadapter. Pour faire accepter ses plans funestes au prolétariat, la bourgeoisie met en branle tout son appareil de propagande afin de convaincre du « bien-fondé » de ses réformes. Plusieurs thématiques sont utilisées pour influencer le prolétariat. Les militants communistes, les syndicalistes, militants de classe doivent les combattre.

Il y a tout d'abord le slogan sur l'unité nationale, repris très souvent par le PS et particulièrement par le Premier ministre : « *Chacun doit avoir le sentiment que l'effort est justement partagé, comme en seront justement partagés les bénéfices lorsqu'ils apparaîtront* »⁴. Le dirigeant du PS fait croire que le prolétariat pourra être associé aux profits de la bourgeoisie une fois qu'elle aura rétabli la compétitivité. Pourtant aujourd'hui, les prolétaires doivent se sacrifier (accepter des licenciements, diminution de salaires) pour sauver

¹ http://www.lepoint.fr/economie/des-paroles-et-des-actes-jean-marc-ayrault-laisse-la-porte-ouverte-a-la-csg-ou-la-tva-sociale-27-09-2012-1511041_28.php.

² Rapport Gallois, p. 11

³ Idem, préface de JM Ayrault, p. 5.

⁴ Idem.

voire augmenter les profits de la bourgeoisie. Dans cette société où il existe un antagonisme de classe irréductible, l'augmentation du taux de profit entraîne forcément une intensification de l'exploitation des prolétaires par l'extorsion plus importante de plus value : c'est ce que cherchent à faire Renault ou PSA en restructurant leurs entreprises, en jouant sur la masse des salaires à la baisse pour Renault qui met en place l'ANI, ou en rationalisant la production en menant des plans antisociaux chez PSA. Il ne peut donc exister d'unité nationale lorsque le système se nomme capitalisme-impérialisme et qu'il a pour mot d'ordre compétitivité et diminution du coût du travail. Marx et Engels remarquaient à ce titre que « *l'augmentation **sensible** du salaire suppose un accroissement **rapide** du capital productif* »¹. Cette condition nécessaire à toute amélioration du salaire pouvait exister avant que le capitalisme n'entre dans sa phase de décadence où la crise devient permanente². De toute évidence il n'existe pas d'intérêts convergents entre prolétaires et bourgeois, Marx a bien démontré que profits et salaires « *sont en rapport inverse. La **part du capital**, le profit, monte dans la mesure où la **part du travail**, le salaire, baisse, et inversement* »³.

Les médias français ne font aussi que ressasser que le coût du travail serait particulièrement élevé en France comparé à l'Allemagne. Ceci n'est pas vrai car le « coût » horaire est quasiment équivalent entre les deux pays et même légèrement plus élevé chez nos voisins dans l'industrie (33,37 euros pour l'Allemagne euros contre 33,16 euros pour la France⁴). De plus ces chiffres ne prennent pas en compte la productivité horaire très forte en France. Cela fait une trentaine d'année que le patronat diminue le salaire des prolétaires à son profit, trente années durant lesquelles le mouvement ouvrier et ses dirigeants ont abandonné le terrain de la lutte classe contre classe par ailleurs afin de défendre les intérêts du prolétariat. En Allemagne, la bourgeoisie mène les mêmes réformes que celles qui sont réalisées en France : retraites à 67 ans pour 2017, mini-boulots à 400 euros par mois, obligation de prendre un salaire inférieur à

une indemnité chômage, etc. Il en a résulté en Allemagne une paupérisation rapide du prolétariat, et en aucun cas une amélioration de leurs vies. Et si l'Allemagne parvient à s'en sortir mieux que la bourgeoisie française pour le moment dans la course aux profits, c'est dû à la production haut de gamme d'une partie des industries allemandes (Mercedes, BMW, Audi) qui utilisent l'Europe de l'Est comme sous-traitants des différentes pièces. La réunification entre Allemagne de l'Ouest et de l'Est a permis une nouvelle dynamique en créant un grand marché et de mettre en concurrence les travailleurs des deux côtés. Mais France ou Allemagne, les deux Etats, exploitent les prolétaires, bourreaux des peuples, sont emportés par la bourrasque de la crise de ce système capitaliste pourrissant et ne peuvent en juguler ses effets.

Les médias cherchent aussi à prouver que la diminution du coût du travail faciliterait les embauches. Ce ne sont là, bien entendu, que des balivernes. Les capitalistes baissent les salaires pour traverser une mauvaise passe, restructurer la production face aux besoins de l'économie capitaliste internationale. Déjà en 2006, un rapport de la cour des comptes a montré que « *les exonérations de charges sur les salaires n'ont pas impacté significativement la politique du recrutement* »⁵. Aujourd'hui, la situation est bien plus grave car dans une crise de surproduction, des masses d'ouvriers sont jetées sur le pavé du fait de la destruction des forces productives. Aussi, le capital en introduisant des techniques nouvelles peut se « passer » d'une partie de la main d'œuvre qui pour lui devient superflue. Tout progrès technique dans le cadre du système capitaliste, au lieu d'améliorer la vie des travailleurs, est un nouveau fardeau qui accroît l'exploitation, la misère et le chômage. Ce chômage est chronique depuis une trentaine d'années et il s'amplifie sous le poids de la crise économique. Cette armée de travailleurs inoccupés permet aux patrons de renforcer l'exploitation sur l'ensemble du prolétariat. Depuis trente ans par contre, les salaires, les « charges sociales » sont attaquées et le chômage n'a pas baissé pour autant, il a même largement augmenté ! Mais la bourgeoisie ne cherche pas à réduire le chômage ou à améliorer la vie des prolétaires, seul le profit compte pour eux.

La diminution du coût du travail reste au final un mécanisme central pour améliorer l'exploitation des prolétaires, afin de répondre aux transforma-

¹ Marx K., *Travail salarié et capital*, Editions sociales, p. 41.

² Voir l'article Pas d'issue à la crise dans le cadre du capitalisme décadent.

³ Marx K., *Travail salarié et capital*, Editions sociales, p. 44.

⁴ ATTAC, Pour en finir avec la compétitivité, p. 13.

⁵ ATTAC, Pour en finir avec la compétitivité.

tions structurelles du capitalisme. Les bourgeois adaptent leur production pour rivaliser entre eux sur la scène internationale. Mais le salaire n'est pas un coût pour les prolétaires, c'est la vision économique bourgeoise qui véhicule ce mensonge. Marx et Engels ont analysé scientifiquement le contenu des rapports de production capitalistes et il en ressort que le coût du travail n'existe pas car ce sont les prolétaires, les forces productives qui mettent en mouvement les moyens de production et qui créent ainsi des valeurs nouvelles. A demi-mot, le Premier ministre reconnaît ce fait dans le rapport Gallois en donnant à l'industrie « *un rôle majeur d'entraînement de l'économie pour la croissance, l'emploi et l'innovation* »¹. Mais en bon larbin du capital, il n'explique pas qu'au sein de la production, le prolétariat est source de richesse et le capital ne tire ses profits que de son pouvoir de confiscation de la propriété des moyens de production. La force de travail, le prolétaire, « *est dans notre société capitaliste actuelle, une marchandise comme toutes les autres, mais néanmoins une marchandise tout à fait spéciale. En effet, elle a la propriété particulière d'être une force qui crée de la valeur, une source de valeur et, notamment, par un traitement approprié, une source de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même, à chaque nouvelle découverte scientifique, à chaque nouvelle invention technique, cet excédent de sa production quotidienne, s'accroît au-delà de ses frais journaliers et par conséquent, la partie de la journée dans laquelle l'ouvrier tire de son travail l'équivalent de son salaire quotidien diminue alors que la partie de la journée de travail pendant laquelle il est obligé d'offrir son travail au capitaliste sans être payé pour cela augmente d'autre part* »². Le prix de la marchandise force de travail ne suit pas la valeur de la marchandise qu'il crée mais équivaut aux frais de production de la force de travail c'est-à-dire qu'ils « *se composent donc des frais d'existence et de reproduction de l'ouvrier. Le prix de ces frais d'existence et de reproduction constituent le salaire* »³. Ces frais varient selon les pays, le rapport de force du prolétariat avec la bourgeoisie, le niveau de formation professionnelle des prolétaires. Dans la société capitaliste, la majorité du peuple doit se salarier pour vivre et seule une minorité a les moyens de posséder les machines, les instruments de travail,

ils ne créent pas les richesses de la société mais ils se les approprient par leur droit à la propriété. Le capital n'existe donc que grâce au travail salarié des grandes masses du peuple. Cela ne peut plus durer, l'édifice capitaliste est en train de craquer sous le poids de ses contradictions. Les bourgeois font passer les prolétaires pour responsables de la crise, et leur en font porter le poids. Or ces derniers sont les seuls à être exploités et n'ont aucune responsabilité dans la conduite de l'économie capitaliste. Au contraire les prolétaires n'ont aucun intérêt à participer au sauvetage de ce système qui les enchaîne.

Marx a bien montré la voie que les prolétaires devaient suivre pour se débarrasser du capital exploiteur : « *D'un côté, des richesses incommensurables et un excédent de produits que les preneurs ne peuvent absorber. De l'autre, la grande masse de la société prolétarisée, transformée en salariés et mise par ce fait même dans l'incapacité de s'approprier cet excédent de produits. La scission de la société en une petite classe immensément riche et en une grande classe de salariés non possédants fait que cette société étouffe sous son propre superflu alors que la grande majorité de ses membres n'est presque pas, ou même pas du tout, protégée contre l'extrême misère. Cet état de chose devient chaque jour plus absurde et plus inutile. Il faut qu'il cède sa place, et il peut céder la place. Un nouvel ordre social est possible dans lequel auront disparu les différences actuelles entre les classes et où – peut être après une période de transition courte, un peu maigre, mais en tout cas moralement très utile – grâce à une utilisation rationnelle et au développement ultérieur des énormes forces productives déjà existantes de tous les membres de la société, par le travail obligatoire et égal pour tous, les moyens de vivre, de jouir de la vie, de se développer et de mettre en œuvre toutes les capacités du corps et de l'esprit seront également à la disposition de tous et dans une abondance toujours croissante* »⁴.

¹ Rapport Gallois, p. 5.

² Marx K., *Travail salarié et capital*, Editions sociales, p.17-18.

³ *Idem*, p. 33-34.

⁴ *Idem*, p. 19.

CONSTRUCTION DU PARTI

NOTRE BUT PRINCIPAL : LA CONSTRUCTION DU PARTI POLITIQUE DU PROLETARIAT INDEPENDANT DE LA BOUR- GEOISIE

Aujourd'hui l'état et le développement du mouvement ouvrier sont dialectiquement liés à la situation et au développement du mouvement communiste et réciproquement. On ne peut comprendre la situation de l'un sans tenir compte de la situation et de l'influence de l'autre.

Quelle est la dialectique du développement de ces mouvements ? Pourquoi le mouvement communiste isolé du mouvement ouvrier ne peut que s'effondrer et dégénérer dans son isolement. Réciproquement sans mouvement communiste la lutte de la classe ouvrière¹ ne peut pas surmonter les obstacles, et sa lutte de classe ne dépassera pas le cadre de société capitaliste. L'abolition du salariat n'est possible que si la lutte du prolétariat est conduite par sa fraction la plus consciente, les communistes.

La théorie qui prétend que l'organisation politique du prolétariat naîtra du mouvement spontané, « à la base » est une théorie économiste et spontanéiste. La conscience des objectifs et du rôle historique de la classe ouvrière ne naît pas spontanément du mouvement ouvrier. Elle est apportée de « l'extérieur » par la théorie scientifique. Cela ne veut pas dire qu'elle est apportée par des intellectuels coupés de la classe et de sa lutte. La théorie Marxiste-Léniniste et son développement, guide pour l'action révolutionnaire du prolétariat n'est pas le résultat du travail d'intellectuels isolés de la classe. L'expérience nous enseigne que la théorie se développe lors de changements profonds dans la société, nourrie de l'expérience concrète de la lutte de la classe. La théorie doit permettre de comprendre la réalité concrète de la so-

ciété pour pouvoir la transformer. Le mouvement communiste aujourd'hui doit concentrer ses efforts dans la compréhension du mouvement ouvrier, sur son évolution et son développement. C'est cette connaissance qui nous permettra d'organiser les éléments les plus capables de s'élever à la compréhension du rôle que l'histoire assigne à la classe ouvrière. « *La théorie du marxisme, qui étudie au premier chef les processus objectifs dans leur développement et leur dépérissement, détermine la tendance du développement, indique la classe ou les classes qui montent inéluctablement au pouvoir ou celles qui tombent et ne peuvent manquer de tomber.* » (Staline)

La théorie marxiste n'est pas le simple fruit de l'imagination. Elle est la représentation de la réalité objective. Elle ne permet pas seulement de comprendre une situation mais d'en découvrir les lois qui permettent d'agir sur elle. « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de la transformer* »²

Et pour transformer la société, il faut déterminer quelle classe est à même de jouer ce rôle, les classes ou couches qu'elle doit gagner à sa cause, quelles classes elle doit combattre. Ce travail se concrétise dans le programme communiste.

« *Le programme du marxisme, en se fondant sur les conclusions de la théorie, détermine l'objectif du mouvement de la classe montante, en l'espèce le prolétariat, pour une certaine période du développement du capitalisme ou pour toute la période capitaliste (programme minimum et programme maximum).* »³

C'est sur cette base que le mouvement communiste construit sa stratégie et sa tactique. Tout ce travail ne se déroulera pas dans un schéma simple, valable de tout temps. Chaque pays, chaque époque peut nous imposer certaines obligations.

¹ Nous employons ici le terme de classe ouvrière au sens général et comme synonyme de prolétariat ou classe des prolétaires.

² K. Marx

³ Staline

Aujourd'hui, le mouvement communiste est considérablement affaibli par la domination du réformisme et du révisionnisme sur le mouvement ouvrier. Il a même disparu dans certains pays. Son influence et son enracinement dans la classe est faible. Alors que faire?

Le prolétariat est la seule classe capable de mener la révolution jusqu'au bout, jusqu'à disparaître lui-même en tant que classe. Sans travail au sein de la classe, on ne peut avancer sur la voie de la transformation révolutionnaire de la société. Sans travail quotidien dans la classe, comment la conscience communiste peut-elle se développer? Organiser l'avant-garde de la classe ouvrière est-ce un travail de masse ou un travail individuel? L'ouvrier d'avant-garde, le communiste, c'est celui qui conduit les travailleurs dans la lutte, c'est celui qui dirige les diverses organisations de la classe ouvrière. Mais répétons-le, sans faire sien la théorie marxiste-léniniste, le mouvement communiste ne peut exister. Mais cette activité ne peut être menée sans s'appuyer sur une ligne politique qui ne peut être élaborée que collectivement par l'organisation communiste *«...Engels reconnaît à la grande lutte de la social-démocratie (lire communiste-Ndr) non pas deux formes (politique et économique),-comme cela se fait chez nous,-mais trois, en mettant sur le même plan la lutte théorique.»* remarquait Lénine¹. La lutte des communistes doit être menée sur ces trois fronts. Et aujourd'hui la lutte théorique revêt une grande importance, étant donné la maîtrise extrêmement faible de la théorie par le mouvement communiste aujourd'hui. *«Il faut savoir maîtriser le caractère et le contenu essentiel de notre agitation politique et nos tâches d'organisation, mener par plusieurs bouts à la fois le plan de construction d'une organisation de combat pour toute la Russie»*² Malheureusement aujourd'hui, le mouvement communiste et ouvrier est loin d'avoir assimilé cette préconisation de Lénine. Il est à la fois dogmatique/mécanique, à la fois spontanéiste ou gauchiste, et conduit certains militants

à estimer qu'il n'est pas possible dans les conditions actuelles de s'engager dans la construction d'une organisation communiste. ***Construire l'organisation politique de la classe ouvrière à même d'organiser la masse des travailleurs pour prendre le pouvoir est toujours d'actualité et quelles que soient les conditions. La construction d'un parti politique indépendant de la bourgeoisie est indispensable.*** Car sans parti communiste, il n'y aura pas de possibilité de coordonner les luttes et mener les batailles décisives contre le capital. C'est pourquoi le Marxisme Léninisme considère que le parti est la forme supérieure d'organisation de la classe ouvrière. Ce principe fondamental nous sépare de toutes les formes révisionnistes et déviationnistes (révisionniste moderne, trotskiste, anarchiste...)

Pour réaliser cette tâche le mouvement communiste doit se démarquer ouvertement du mouvement réformiste, spontanéiste ou gauchiste. Les communistes sont des révolutionnaires. Ils ne sont pas des contestataires. C'est le niveau atteint par la lutte de classe qui impose les formes et les modalités de lutte, le travail des communistes est de savoir répondre aux besoins de la lutte. La lutte peut passer par plusieurs étapes, elle peut prendre diverses formes simultanément. Les communistes doivent savoir analyser la situation et comprendre quelle forme, mode de lutte et organisation doit être privilégiée pour conduire cette lutte dans la bonne direction. La lutte politique communiste bien sûr intervient sur tous les problèmes de la société. *«...La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement*

¹ Lénine - Que faire

² Lénine - Que faire

sur elle-même, n'est pas un social-démocrate; car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. »¹

Mais le travail au sein de la classe ouvrière reste une tâche fondamentale pour les communistes. Pour intervenir en dehors de la classe, il faut en avoir la force politique et les moyens organisationnels. Aller vers toutes les couches de la société, au nom de qui? Le mouvement communiste peut-il se développer au sein de n'importe quelle classe en oubliant le rôle central, historique de la classe pour abattre le capitalisme? C'est la classe ouvrière que le mouvement communiste doit gagner, car c'est seulement elle qui peut surmonter les obstacles, briser les chaînes de la bourgeoisie.

Lutte quotidienne et lutte politique

La lutte quotidienne, la lutte économique ou la lutte syndicale est-ce la même chose? Comment le conflit entre le capital et le travail se traduit-il dans la lutte quotidienne? La lutte politique est-elle la seule lutte valable pour le communiste?

La lutte économique, c'est une lutte quotidienne mais la lutte quotidienne ne se réduit pas simplement à la lutte économique. Dans la société capitaliste, tout ce qui est gagné par les travailleurs est toujours remis en cause par la bourgeoisie. Aussi il ne faut pas donner de faux espoirs à la classe ouvrière. Ce qui est gagné aujourd'hui peut être perdu sous une autre forme demain. Voilà qui doit distinguer notre lutte économique quotidienne d'avec les réformistes. La lutte politique elle, vise le pouvoir de la bourgeoisie, remet en cause son pouvoir. C'est cette lutte sous forme de propagande, d'agitation, de mobilisations qui entraînent le développement de la lutte politique de la classe ouvrière. Mais elle ne peut se développer que sur la base élémentaire de l'affrontement de classe, dont la lutte économique fait parti. Aussi la participation des communistes aux luttes économiques

de la classe est indispensable. Sans participer aux tâches quotidiennes comment pourrait-on arriver à organiser une force révolutionnaire, coupé de la réalité des conditions de lutte et d'existence de la classe.

Le travail politique que doit mener le parti du prolétariat porte sur tous les sujets de la société. Il doit présenter l'alternative communiste à la société capitaliste. Le travail syndical est plus limité, de caractère professionnel et les revendications sont limitées par ce caractère. La composition de l'organisation syndicale est plus large que celle de l'organisation communiste. Sur la base de la lutte économique, un syndicat peut regrouper de larges couches de la classe ouvrière. Le Parti par contre ne peut regrouper que la fraction la plus consciente politiquement de la classe qui sous la domination de la bourgeoisie ne peut être qu'une minorité. Aujourd'hui notre tâche principale est de construire le Parti. Pour y arriver il nous faut aujourd'hui assurer dans le temps la continuité du travail communiste, théorique, idéologique et politique au travers d'une organisation communiste. C'est le travail de tout communiste aujourd'hui quelle que soit son origine sociale et sa situation, ouvrier, étudiant, chômeur, intellectuel. Evidemment cela ne veut pas dire qu'un communiste n'intervient que sur son lieu de travail et de vie. Fixer une orientation politique et idéologique unique **n'est pas imposer une activité unique, la même pour tous les communistes.**

Pour réaliser cette tâche, les communistes ne peuvent l'accomplir qu'en étant organisés. Elle ne peut être menée à bien par le seul travail individuel. Seule une organisation stable, effectuant un travail patient et régulier peut développer la théorie ml, mettre en œuvre une politique nationale et la stratégie et tactique pour diriger la lutte politique et quotidienne. En utilisant tous les moyens modernes de communication et d'échange comme internet, moyens qui ne sauraient remplacer l'organisation pour mobiliser sur une même tâche politique, un même but les communistes. Les véritables Marxistes Léninistes ne s'illusionnent pas sur l'émergence d'un véritable parti communiste, le ROCML n'est pas le Parti mais

¹ Lénine que faire, page, 86



sans actes pratiques d'une organisation communiste le Parti ne pourra être édifié et la révolution prolétarienne réalisée. Mais ce Parti ne tombera pas du ciel. C'est un processus qui est lié, à la fois au développement du mouvement ouvrier, et à la fois au travail théorique-politique et pratique des communistes organisés. Sans tomber dans le volontarisme et le subjectivisme, les communistes doivent assumer leurs responsabilités historiques. Personne ne peut nier les difficultés que l'on rencontre pour accomplir nos tâches. D'autant que nous devons assumer un mauvais héritage qui dure depuis au moins 70 ans. Le mouvement communiste international et national est toujours en crise. Face aux difficultés du capitalisme, il n'existe plus d'alternative communiste capable de mener la lutte. La lutte de classe du prolétariat n'a pas disparu mais elle est dévoyée, dominée par des classes ou couches sociales non prolétaires. L'ordre du jour est toujours imposé par la bourgeoisie. L'idéologie de la bourgeoisie est dominante. Après la restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes, la classe ouvrière a perdu une référence pour le socialisme. Nous ne

devons pas nous illusionner sur l'état des lieux de la lutte, des chaînes qui entravent la conscience de la classe ouvrière. Elles ont comme nom, chauvinisme, nationalisme, économisme et fatalisme devant les événements. Et nous devons mener notre combat dans ces conditions défavorables. Personne ne peut nier les difficultés que l'on rencontre pour accomplir cette tâche. Mais la dégradation du capitalisme qui devient de plus en plus évidente nous donne du grain à moudre. Il nous faut montrer qu'**il n'y a pas de solution dans la société capitaliste en faveur du prolétariat et de tous les travailleurs.** Cette société n'apporte plus rien de positif à l'humanité, il faut nous appuyer sur l'histoire passée à partir du présent. Celui qui ne le fait pas n'est pas en rupture totale avec la société capitaliste. Notre slogan principal doit être : **A bas le capitalisme-impérialisme, Vive le socialisme !** En montrant que toutes les autres « possibilités » et théories sont inconséquentes, fausses et ne peuvent conduire qu'à prolonger l'agonie de ce système en prolongeant l'exploitation des travailleurs et leurs souffrances.



La société capitaliste, chaque jour se décompose sous l'effet de ses contradictions insurmontables, elle n'est capable que d'aggraver le mode d'existence de millions travailleurs. Nous devons montrer pourquoi dans cette situation le socialisme est la seule solution envisageable et nécessaire. Si l'on n'en est pas convaincu, rien ne sert de lutter, celui qui n'a pas de but n'a pas d'énergie. Le défi que nous devons relever est de transformer l'énorme énergie potentielle que recèle la classe en mouvement politique de classe avec nos forces, aussi faibles soient-elles.

Après tout ce qui a été dit, le travail de communiste aujourd'hui peut se résumer ainsi : accumulation de force, regrouper les militants communistes autour de la ligne politique. On doit comprendre que le rôle de chaque communiste est décisif. Un exemple pour accomplir les tâches quotidiennes et le travail théorique, si le militant communiste ne prend pas des initiatives, il reste impuissant.

A bas le capitalisme. Le socialisme et communisme vaincront !

31 Mars 2013



GEORGES SE BAT ? NOUS NOUS BATTRONS AVEC LUI !

Pourquoi revenir sur Georges Abdallah ? Voilà qu'il est en prison depuis 29 ans ! Voilà que l'Etat Français, l'Etat Américain et celui d'Israël s'acharnent à vouloir le voir pourrir et mourir en prison ! Mais cela est intolérable pour nous et nous ne cessons la lutte que lorsque notre camarade Georges retrouvera sa liberté ! En 2012 après une énième demande de libération nous retrouvons l'espoir suite à des décisions judiciaires favorables. Les appels sont rejetés, il ne manque plus qu'une signature du Ministre de l'intérieur pour qu'il soit expulsé de France, sa libération en dépend puisqu'il n'a pas la nationalité française. Seulement la signature de Valls se fait attendre, trop attendre, et Georges repasse en cassation au printemps... Toutes les décisions en faveur de sa libération sont annulées, Georges est condamné à rester en prison !

Ce n'est ni un coup du sort, ni un hasard !

Georges Abdallah, prisonnier politique, militant communiste, s'est battu et se battra toujours. Cela, l'impérialisme ne l'accepte pas surtout quand celui-ci use de toutes les pressions pour le faire lâcher prise avec son combat anti-impérialiste ! Militant de toujours, notre camarade le reste, après s'être battu avec courage contre toutes les formes de barbarie qu'exprime le capital dans ses terres natales : le proche orient. Georges est aussi solidaire de tous les peuples qui en subissent le joug. Nous partageons avec lui l'espoir de la révolution de la classe ouvrière, nous voulons avec lui, modestement, alléger sa pesante peine en exprimant toute notre solidarité. Mais il est hors de question pour nous, militants communistes, qu'un de nos frères reste au bagne sans qu'on ait à se battre pour qu'il retrouve les siens !

Nous n'abandonnerons pas notre camarade à la barbarie impérialiste !

Il faut se rassembler, nous militants communistes, mais aussi anticapitalistes, syndicalistes, progressistes etc. Car Georges peut paraître comme étant un cas isolé dans notre pays, mais il fait partie de tous ces militants révolutionnaires réprimés à qui l'on veut enlever la parole, à qui l'on veut voler la vie. Parce que nous sommes tous Georges, rassemblons-nous à toutes les initiatives solidaires organisées avec courage et abnégation par le Collectif de Libération de Georges Abdallah et le cercle qui ne cesse de s'agrandir pour se solidariser à notre camarade et gagner sa libération. Puisque tout le processus judiciaire nous prouve avec clarté le caractère politique de l'emprisonnement de Georges Abdallah, notre lutte ne peut être que politique !

**SOLIDARITE AVEC GEORGES ABDALLAH !
LIBEREZ NOTRE CAMARADE !!
SOCIALISME OU BARBARIE !!!**

TURQUIE : LE PEUPLE SE DRESSE CONTRE LA DICTATURE FASCISTE D'ERDOGAN

Le 27 mai 2013 et trois semaines durant, les peuples de Turquie se sont révoltés contre le pouvoir AKP et l'Etat Turc.

Ce mouvement populaire a débuté par une mobilisation à Istanbul pour s'opposer à l'abattage d'arbres dans le parc GEZI situé juste à côté de la place de Taksim.

Ces deux lieux sont, pour toutes les composantes nationales du peuple istanbulite, deux lieux symboliques de leur histoire commune. Tout le peuple s'oppose à ce que le Parc Gezi soit remplacé par un centre commercial dans l'intérêt de capitaux immobiliers et commerciaux. La place Taksim est la mémoire des luttes pour la démocratie et la liberté d'expression des travailleurs et des peuples de Turquie. Elle est le symbole du brassage de toutes civilisations et de tous les opprimés qui ont fait l'histoire d'Istanbul (Kurdes, Arabes, Circassiens, Arméniens, Grecs orthodoxes..).

Dans les années 60, Taksim a été un lieu de manifestations des travailleurs et des peuples. En 1977 la manifestation du 1er Mai rassemblant un million de personnes a été durement réprimée par la police turque (notamment service secret de Turquie-MIT), il y eut 34 morts. On a tiré sur la foule depuis les toits et les révolutionnaires furent accusés. 20 ans après tous les témoignages recueillis désignent l'Etat turc comme responsable de ce massacre. L'Etat turc a saisi ce prétexte pour interdire toutes les manifestations sur la place Taksim. Depuis, chaque année le 1 Mai se déroule sur la place bravant cette interdiction. Depuis 1977 il y a eu des dizaines de morts dans des affrontements avec la police.

On nous présente la Turquie comme "un pays démocratique- laïc", mais même du point de vue des conceptions bourgeoises, il ne l'a jamais été. La bourgeoisie turque n'a jamais pu réaliser sa révolution démocratique. Kemal Atatürk, a pris le pouvoir en 1923 au nom de la bourgeoisie Turque. Il n'a pas tardé à s'opposer aux peuples qui luttaient pour l'indépendance et la démocratie, il a cherché des alliés à l'extérieur avec l'impérialisme, à l'intérieur avec les forces féodales et réactionnaires. Son premier acte fut l'assassinat de 15 dirigeants du parti communiste turc (TKP). Pendant toute la période du Kémalisme pur (1923-1948) la liberté d'expression n'a jamais existé, le pays fut une prison des peuples opprimés. La Turquie n'a jamais condamné le génocide arménien et a même commis de nouveaux génocides envers le

peuple Kurde. Durant la deuxième guerre mondiale, elle fut une alliée de l'Allemagne Nazie et ensuite, au nom de la défense de l'occident, farouchement anti-communiste. Il est important de rappeler ces faits historiques, car dans les médias français, on présente le kémalisme comme un courant progressiste.

La révolte des peuples de Turquie, a commencé autour d'une question de nature écologique mais est devenue un mouvement pour la démocratie et l'abolition du pouvoir à caractère fasciste. Les masses dans la rue crient les slogans: "A bas le fascisme", "épaule contre épaule, contre le fascisme", "Vive la liberté", "Vive l'amitié entre les peuples" "démission du gouvernement" "Gezi et Taksim sont à nous"...

Contrairement à ce que le gouvernement dit, le problème de fond n'est pas la question de l'abattage des arbres. On ne peut pas expliquer par cette seule cause la rapidité et l'ampleur de ce mouvement, s'étendant en une semaine dans 77 départements de Turquie. Ce fut l'étincelle qui a permis l'expression de revendications sociales et politiques, en particulier pour la démocratie et la liberté d'expression.

Ce mouvement a concerné toutes les couches populaires, y compris les couches dites « moyennes » et une partie de la grande bourgeoisie monopoliste¹. Dans ces manifestations populaires, au début du mouvement, presque toutes les forces politiques hors AKP ont participé. Sans aucune coordination, une large unité s'est développée dans les faits. A partir du moment où le gouvernement a commencé à durcir sa position, les organisations communistes et révolutionnaires ont pris une place importante dans le mouvement. Les revendications à caractère démocratique et politique ont été de plus en plus clairement affirmées. Un facteur important dans ce mouvement fut la présence parmi les dirigeants spontanés de la révolte d'une génération expérimentée qui est passée par les

¹ En Turquie, il y a trois grandes forces politiques et économiques : l'armée turque, les représentants de la grande bourgeoisie monopoliste qui a grandi avec la république turque (KOC, SABANCI..) et enfin la bourgeoisie qui s'est consolidée après 1980 dont la base économique est fondée sur ce que l'on appelle le "capital islamique" (la YIPAS entre autre). Erdogan et l'AKP sont les représentants politiques de cette troisième composante de la bourgeoisie turque.

diverses organisations révolutionnaires et aujourd'hui non organisée. Leur expérience a servi pour organiser la riposte et les barricades.

Le caractère du mouvement a changé à partir de la deuxième semaine.

La grande bourgeoisie qui pensait s'en servir pour son propre compte a été dépassée par l'ampleur et les objectifs de la lutte, et elle s'est désolidarisée du mouvement. Malgré toutes les interventions politiques vers le mouvement, celui-ci est resté un mouvement spontané, sans état-major dirigeant unique.

En France, les médias ont caractérisé le mouvement comme un mouvement hostile à un gouvernement islamique. Si certaines règles sur le mode de vie ont été dénoncées par le mouvement, elles n'ont jamais été mises en avant comme revendications principales. Toutes les revendications sur l'écologie, le mode de vie, la question Kurde sont la manifestation concrète du besoin de liberté et de démocratie des peuples de Turquie.

Depuis le coup d'Etat de 1980, c'est le premier mouvement d'une telle ampleur contre le gouvernement. Il aura des conséquences durables. Pour la première fois, la bourgeoisie n'a pu utiliser la question Kurde pour diviser les peuples en Turquie. Ce qui effraie la bourgeoisie c'est la continuité de la lutte dans le temps, son unité et la direction de la lutte de plus en plus conduite par les organisations révolutionnaires.¹

Ce qui est remarquable c'est que la question Kurde fait partie des revendications démocratiques. Après un temps d'hésitation le mouvement kurde s'est joint aux manifestations. Le PKK, tout en soutenant le mouvement insistait sur l'accélération du processus de paix. Il ne faut pas oublier que le gouvernement est dans une impasse à cause de sa politique Syrienne. Il s'est engagé dans le processus de paix sur la question kurde afin de gagner de nouveaux soutiens populaires. Mais les rivalités entre les diverses fractions de la bourgeoisie turque sont très fortes. L'AKP n'a pas d'autre solution pour éteindre l'incendie que d'employer la répression. Répression qui a fait 4 morts et des centaines de blessés.

Dans une ville du Kurdistan, une révolte contre la construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie a coûté la vie à un jeune kurde. Dans les forums qui ont continué après les évacuations de Gezi, dans plusieurs parcs, universités, centre ville, une forte solidarité s'est manifestée pour la lutte du peuple kurde.

Aujourd'hui, quels sont les résultats de la lutte ?

Le gouvernement a été obligé de retirer son projet. C'est une première victoire pour la lutte. Le tribunal a condamné le projet du gouvernement. Sans le mouvement, le tribunal ne serait jamais arrivé à cette conclusion.

La lutte se poursuit sous diverses formes, pétitions, rassemblements, actions des parlementaires progressistes et kurdes, revendication pour la libération des 84 arrestations. Le samedi 6 juillet une nouvelle occupation du parc Gezi, a donné lieu à des affrontements avec la police. Cette lutte ouvre une nouvelle période pour la lutte révolutionnaire en Turquie.

C'est dans les périodes où les bourgeoisies pensent être toutes puissantes qu'elles voient brutalement les opprimés se dresser contre elles. Le dynamisme révolutionnaire dans la société capitaliste n'a pas disparu. Mais les formes qu'il prend pour se manifester peuvent être différentes d'une époque ou d'un pays à l'autre. La tâche des communistes, est de savoir analyser et généraliser les expériences des luttes populaires et du prolétariat afin d'assurer la continuité de la lutte.

Ce mouvement pose ainsi la question de l'organisation. **Si les communistes sont organisés ils peuvent intervenir. Tant qu'il n'existera pas de parti communiste fort pour les unir dans la lutte, même s'ils sont des millions à manifester dans les rues, les opprimés, les travailleurs, le prolétariat resteront soumis à la politique de la bourgeoisie. La situation actuelle en Egypte en est l'illustration concrète.** Malgré tout le courage des organisations communistes et révolutionnaires que nous saluons, elles n'ont pas encore les forces pour conduire les luttes sur la voie révolutionnaire. Des mouvements spontanés peuvent éclater mais sans l'organisation politique d'avant-garde expérimentée des communistes, vaincre le capitalisme et instaurer une société nouvelle, le socialisme, est impossible.

A bas la dictature fasciste en Turquie !

Libération de tous les militants arrêtés !

¹ C'est ce qui explique la répression contre les organisations révolutionnaires, et les centaines d'arrestations. Le Parti Socialiste des Opprimés (ESP) dirigé par les communistes est particulièrement visé.

SYRIE

LES IMPERIALISMES OCCIDENTAUX, LEURS SUPPLETIFS DJIHADISTES ARABES ET L'ETAT SIONISTE TENUS EN ECHEC

Au moment où cet article est écrit, sauf évènement imprévisible, il est clair que la tentative politico-militaire de faire tomber Bachar el Assad ne peut parvenir à ses fins.

L'Armée Arabe Syrienne un moment déstabilisée par la stratégie militaire mise en action par ses adversaires est en train de tailler en pièce les groupes armés parmi lesquels les djihadistes étrangers sont devenus la force principale.

Les dirigeants politiques de la rébellion sont incapables de s'unifier sur un programme politique, et leurs commanditaires occidentaux américains et européens ne savent plus quelle initiative prendre pour essayer de les rabibocher.

Ces sponsors de la rébellion sont d'ailleurs tiraillés entre eux sur les leçons à tirer de leur échec. En tout cas, à part les va-t-en guerre forts en gueule comme le sioniste Fabius et son compère anglais Cameron, aucun n'envisage sérieusement une intervention militaire directe comme ce fut le cas en Irak, en Côte d'Ivoire, en Libye et plus récemment au Mali.

Quelle analyse faire de cette situation ?

La première remarque est que les impérialismes occidentaux ont enterré trop vite le régime de Bachar El Assad. Ils ont commis plusieurs erreurs.

En premier lieu, ils ont surestimé les contradictions internes au régime. Les défections de hauts dirigeants politiques et militaires ont été peu nombreuses. Pour l'essentiel, l'appareil d'Etat est resté uni autour de Bachar el Assad.

Un consensus anti-impérialiste s'est réalisé rapidement entre le régime et les forces d'opposition intérieure lesquelles ont rapidement

et justement défini la rébellion armée comme l'instrument des buts de l'impérialisme occidental, de l'Etat sioniste et des monarchies moyenâgeuses de la péninsule arabique.

En second lieu, ils ont sous-estimé (ou peut-être ont-ils voulu tester) la capacité de résistance de l'allié principal de l'Etat syrien, la Russie et de ses alliés des BRICS.

Intéressée par ses intérêts géostratégiques et économiques par la stabilité de l'Etat syrien assurée par le régime de Bachar el Assad, la Russie ne pouvait pas laisser les impérialistes occidentaux s'installer à sa place. La Syrie est ainsi devenue la ligne de front des rivalités inter-impérialistes opposant la Russie et les impérialistes occidentaux.

Face à la fermeté de la Russie, les impérialismes américains et européens n'ont pas pu faire plus, pour faire avancer leurs projets de domination, que de soutenir des mercenaires, avec les résultats que l'on sait. Leurs amis sionistes, malgré quelques provocations n'ont pas pu aller plus loin. Tous ont reculé devant l'affrontement direct et semblent maintenant se soumettre à la recherche d'un compromis.

Quel compromis ?

Bachar el Assad sait que si la Russie l'a soutenu, ce n'est pas par amour pour lui ni pour celui du peuple syrien mais pour préserver ses intérêts. Un compromis qui maintiendrait ces intérêts ferait l'affaire de Lavrov et de Poutine et replacerait la Russie au cœur des rapports internationaux.

De son côté, même s'il sort vainqueur de la rébellion, et il va tout faire pour y parvenir afin d'être en position de force, Bachar el Assad sait que la Syrie est un champ de ruines et que l'action terroriste peut se poursuivre des années. Il ne peut donc pas se permettre de s'opposer à un compromis qui lui laisserait un statut politique honorable et qui garantirait les intérêts de la bourgeoisie syrienne.

.... Suite p 28

Bref, il ne semble pas qu'il y ait à court ou moyen terme une autre perspective que celle d'un compromis entre les puissances impérialistes avec l'assentiment d'un Etat syrien debout, dont la souveraineté sera préservée, dans sa nature et sous ses formes bourgeoises, bien entendu.

Dans un tel compromis, les intérêts du prolétariat, économiques sociaux et politiques n'iront pas au-delà de la conquête de libertés démocratiques. C'est peu. Mais mieux qu'une dictature théocratique.

Dans des conditions nouvelles, la lutte des classes va reprendre. Il appartient aux communistes syriens d'en définir les perspectives et les formes en appliquant la théorie marxiste-léniniste aux conditions concrètes auxquelles ils feront face.

Le 9 juin 2013

FAISONS FRONT CONTRE LES MENACES D'INTERVENTION EN SYRIE !

**C'EST AU PEUPLE SYRIEN DE DECIDER DE SON SORT
PAS AUX IMPERIALISTES !**



RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES (ML)

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire de France

Contact : roc.ml@laposte.net

site : rocml.org

QUI SOMMES-NOUS ?

Le **ROC-ML** est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

**Je m'abonne à la Voix des communistes
5 numéros : 10 euros**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

**Renvoyer ce bulletin d'abonnement à
Association GRANDROC Villa OctoSun n° 19,
3 clos de Lutché 31380 Garidech
Accompagné d'un chèque à l'ordre de Association Grand Roc**